

HERVÉ MARITON

LE PRINTEMPS DES
LIBERTÉS



Hervé Mariton

Le Printemps des Libertés

Extraits choisis

Une façon de concevoir la politique fondée sur l'audace et la sincérité

En politique, il y a tant d'esbroufe, de communication, d'effets d'annonce, de conformisme ou au contraire d'opportunisme, que l'on peut désespérer. Mais en politique il y a aussi des hommes et des femmes pour lesquels la résignation, le cynisme ne sont pas de mise. Des hommes et des femmes qui vivent la politique comme une mission et non comme un jeu. J'en suis.

Parmi les candidats aux primaires présidentielles de 2017, j'ai la rare caractéristique de n'avoir pas été ministre de Nicolas Sarkozy. Mon travail de député a toujours été libre, uniquement guidé par le peuple que je représente. Mon propos a toujours été lucide et franc, aussi bien avant qu'après l'échec de 2012. Je n'ai jamais été courtisan et j'en ai payé le prix. Cela me rend plus légitime à m'avancer.

L'heure n'est plus aux batailles artificielles et aux paroles en l'air. Les Français sont usés des serments démagogiques et des engagements mensongers. Notre pays est meurtri par les agressions d'une gauche qui a toujours privilégié le dogmatisme au traitement de la réalité, écœuré par les trahisons d'une droite qui ne cesse de renier ses valeurs et ses idées par soumission au conformisme médiatique.

La France a besoin d'un Printemps des Libertés pour se réformer en profondeur

Certains responsables politiques ont réussi à convaincre une partie de l'opinion que la solution passe par un repli sur soi, à travers une fermeture de nos frontières et un rôle accru de l'État. Mais cette perspective serait une impasse : l'étatisation n'a rien à envier à la mondialisation en termes d'aliénation des individus et le repli sur soi ne peut s'appliquer dans une société ouverte et connectée comme la nôtre. La solution ne peut plus venir d'en haut mais doit surgir d'en bas : ce n'est plus l'État seul qui changera la donne, mais l'émergence d'initiatives locales et personnelles. Dans la réalité de notre époque, le rôle du politique est avant tout de faciliter l'émancipation des personnes et de la société civile.

La France a besoin d'un Printemps des Libertés, un souffle qui libère l'activité économique et permet à la société civile de reprendre son destin en main. Les propositions que je porte représentent un ensemble cohérent dont l'application pourrait enfin redresser notre pays et faire éclore les multiples initiatives qui bourgeonnent un peu partout dans la société.

Plutôt que d'essayer de combler ses retards sur les évolutions du monde, comme elle le fait depuis des décennies, la France doit adopter des réformes radicales qui lui feront prendre un temps d'avance. Elle doit précéder plutôt que subir. Cela passe par une remise à plat totale de notre système fiscal et social, et non par de simples ajustements réalisés sous la contrainte par des gouvernements plus ou moins courageux. En ne réformant pas en profondeur, une fois pour toutes, on n'obtient pas les résultats escomptés et on fâche nos concitoyens avec l'idée même de réforme.

Le Printemps des Libertés que je propose aux Français est une rupture par rapport à toutes ces années de réformisme mou. C'est une tentative de retrouver des marges de manœuvre en redonnant le pouvoir aux individus et à la société civile. C'est une manière d'éviter que la politique ne se fasse à son tour ubériser : que toute forme de régulation publique se trouve marginalisée car inefficace et inadaptée au monde moderne. Certains s'enthousiasment devant un mouvement de nos sociétés qui verrait progressivement l'effacement du politique, mais celui-ci se ferait au détriment des plus faibles en instituant une forme dévastatrice de darwinisme social.

Non, le modèle uniforme et centralisé de l'Éducation nationale n'est pas inéluctable. Non, la taxation excessive du capital n'est pas bénéfique pour l'emploi. Non, notre Code du travail pléthorique ne protège pas les salariés. Non, la dépense publique n'est pas un moteur de la croissance. Non, la progressivité de l'impôt sur le revenu n'est pas synonyme de justice. Non, le paritarisme n'est plus adapté à une gestion moderne de la protection sociale. Et non, le logement social n'est pas synonyme de mixité sociale ! La droite doit cesser d'accepter ces fausses évidences véhiculées par la gauche et largement partagées par le Front national. C'est en portant un projet politique authentiquement original qu'elle pourra convaincre les Français. Ce projet, c'est le Printemps des Libertés !

Nous devons également protéger et conserver nos valeurs fondamentales

L'adaptation au monde extérieur n'a de sens que parce que nous souhaitons conserver certaines caractéristiques essentielles de notre civilisation, qu'il s'agisse de culture, d'identité, d'environnement, de souveraineté ou de ce qui est le noyau central de la vie en société : la famille. Sans ces valeurs et ces repères fondamentaux, nous courons collectivement le risque de ne plus savoir qui nous sommes en tant que nation, mais aussi en tant qu'humanité.

À rebours de la formule du Guépard de Lampedusa, pour que toute la société s'adapte aux nouvelles réalités, il ne faut pas que tout change pour les individus. Bouleverser leur identité et les valeurs auxquelles ils sont attachés, au moment même où les repères économiques sont profondément remis en cause, c'est créer un climat d'insécurité culturelle et sociale qui peut être dévastateur.

Le progrès et le changement ne sont ni moraux ni immoraux : ils peuvent aussi bien libérer l'individu que l'asservir. J'aime trop le monde et la France pour les laisser aux mains de ceux qui souhaitent faire table rase du passé pour créer un improbable « homme nouveau ». Qu'ils aient été fascistes ou communistes hier, ou qu'ils soient transhumanistes aujourd'hui. Nous ne sommes plus si loin des manipulations psychologiques et technologiques qui nous faisaient horreur à la lecture du Meilleur des mondes d'Aldous Huxley.

Faire du conservatisme un repoussoir, comme c'est souvent le cas à gauche et à droite en France, c'est d'une certaine façon renoncer à donner le moindre sens à la vie. C'est prendre le risque du désordre et du nihilisme, c'est encourager l'incessante déconstruction de nos repères et la perpétuelle dégradation de notre environnement. De même que j'assume d'être libéral, j'assume d'être conservateur. Je ne vois aucune contradiction dans ce double positionnement, bien au contraire. Il n'est que la traduction de cette maxime de Benjamin Disraeli, qui guide mon action politique : « Réformer ce qu'il faut, conserver ce qui vaut. » Aucune société ne peut s'épanouir sans ordre et sans liberté : c'est en suivant cette saine dialectique que nous pourrions avancer vers un monde meilleur.

La principale force du milieu rural réside dans sa population. Loin d'être résignée, celle-ci démontre un désir d'entreprendre et de faire vivre ces territoires, pour peu que les politiques publiques accompagnent cette dynamique. Nous avons le devoir de ne pas céder à la mode du tout urbain qui conduit à l'« urbobésité » et à l'abandon de territoires ruraux. Non parce que les

campagnes sont des zones à secourir, mais parce qu'elles représentent un atout indéniable pour notre pays.

La droite doit livrer une bataille idéologique contre la gauche

À force de tergiversations et de renoncements, la droite a donné raison à ceux qui prétendent que le clivage entre gauche et droite n'a plus de sens, conférant ainsi le monopole de la politique alternative aux extrêmes, au premier rang desquels figure le Front national. Depuis Mai 68, l'amalgame de l'offre politique a été savamment orchestré par la gauche, avec des tabous qui ont fini par délégitimer la pensée conservatrice sur l'immigration, la sécurité, l'école ou même le capitalisme. Ce discours de culpabilisation a atteint sa cible : la droite a peur de penser par elle-même et d'affirmer ses valeurs.

Il est encore possible de briser certains tabous et de dénoncer les impostures de la gauche. Il n'est pas trop tard pour apporter des solutions au lieu de se contenter d'incantations abstraites.

Celui qui se présente devant les Français doit proposer un objectif à atteindre et un chemin pour y parvenir. Il doit mener bataille sur le terrain des convictions sans craindre le combat idéologique. Je ne crois pas à une politique désincarnée, qui ne répondrait qu'à un prétendu pragmatisme. Sans être sectaire, je revendique les clivages intellectuels et culturels entre la droite et la gauche, de même qu'entre la droite et le Front national.

La droite défend les traditions et la sécurité publique, selon le principe du conservatisme qui s'oppose à un prétendu progressisme. Un conservatisme que je fonde sur la transmission plutôt qu'inspiré par la réaction, un conservatisme qui ne se résigne pas aux menaces individualistes, matérialistes, instantanéistes de la vie contemporaine.

Les fondamentaux de la droite forment un ensemble cohérent qui repose sur une distinction très nette entre l'abstraction et la réalité. Contrairement à la gauche, la droite construit sa pensée en considérant les individus comme des êtres concrets et non comme des représentants d'une classe. Contrairement à la gauche, la droite raisonne avec l'humanité telle qu'elle est et non telle qu'elle serait dans un monde idéal. Contrairement à la gauche, la droite n'appelle pas à faire table rase des structures existantes mais entreprend de transmettre des repères. Notre pensée politique soutient ainsi l'idée d'un libéralisme « enraciné », de préférence au libéralisme « libertaire » revendiqué par la gauche.

L'esprit de Mai 68 s'est infusé dans des pans entiers de notre société : le pédagogisme fou de l'Éducation nationale a imposé l'idée que l'enfant est censé reconstruire les savoirs par lui-même ; la justification sociale de la délinquance est parvenue à faire croire que le délinquant est avant tout une victime ; la sanctification de l'Autre nous a poussés à renier notre identité ; l'autoculpabilisation de notre culture rend impossible l'assimilation de nombreux immigrés ; l'étatisation de la solidarité a provoqué la déresponsabilisation des individus ; l'affirmation continuelle de droits a induit un mépris des devoirs.

Aux doctrines constructivistes et universalistes, je préfère le « personnalisme » : cette belle idée que la personne humaine doit être la priorité absolue face aux contraintes matérielles et aux institutions déshumanisantes de la vie en société. Le personnalisme est plus que jamais un combat : il est inquiétant d'observer l'essor des théories « transhumanistes », qui achèvent de couper l'homme de tous ses héritages culturels ou biologiques.

La gauche ne voit même pas que le modèle multiculturaliste dont elle chante les louanges constitue une fuite vers l'impossible. Elle semble ignorer une loi irréfutable de l'histoire du monde : pour que les cultures interagissent et s'enrichissent mutuellement, encore faut-il qu'elles continuent à exister. Encore faut-il que chaque individu ait pu se construire dans une culture particulière qu'il s'est appropriée. Si dès notre naissance nous vivons tous dans une société multiculturelle, une telle

appropriation devient presque impossible. La richesse prêtée au multiculturalisme cède trop rapidement la place au conformisme d'un a-culturalisme universel.

Du fait de son objectif de conservation de l'environnement, une certaine évidence impose de relier l'écologie à la pensée de droite. Pourtant, en France, l'écologie reste presque toujours cataloguée à gauche. Cette grave erreur fait l'impasse sur la composante conservatrice de cette logique de pensée. Il faut d'ailleurs dénoncer la totale incohérence de la plupart des écologistes politiques qui prétendent d'un côté préserver l'environnement et de l'autre tout chambouler sur les sujets sociétaux. Comment peut-on être à ce point attentif aux difficultés posées par des évolutions trop rapides des systèmes écologiques et aussi aveugle face aux limites de l'adaptation des sociétés humaines ?

Contrairement aux réactionnaires ou aux progressistes, je ne crois pas en un sens de l'Histoire qui nous emmènerait vers la décadence, pour les premiers, ou vers l'émancipation, pour les seconds. Je ne me résous ni à ignorer ni à accepter béatement les mutations technologiques, économiques et sociales qui caractérisent la mondialisation depuis la fin du XXe siècle.

Les fautes de François Hollande

Le président a également prouvé sa partialité et son incapacité à se comporter comme un véritable chef de l'État au-dessus des partis. Cet homme, qui s'était montré sourd au mouvement social de la Manif pour tous, est intervenu personnellement à la télévision après que quelques milliers de lycéens parisiens eurent défilé contre l'expulsion de Leonarda, une adolescente Rom dont les parents vivaient en situation irrégulière sur le territoire.

Dans son discours à Versailles le 16 novembre, trois jours après les événements tragiques du Bataclan, François Hollande n'employa jamais le mot « islamiste », refusant de qualifier ainsi les actes terroristes. Certes, il ne faut pas reprocher aux musulmans de France les actes de barbarie commis par une poignée d'extrémistes. Mais ce n'est pas une raison pour prétendre que l'islamisme radical n'a rien à voir avec l'islam, ni pour faire l'impasse sur l'analyse des motivations des terroristes, en particulier l'antisémitisme viscéral qui prospère de façon inquiétante dans nos banlieues.

Faire primer la transmission et la liberté dans l'éducation

Je propose qu'un vent de liberté souffle sur les établissements scolaires, à travers une large autonomie permise par un statut « sous contrat » élargi et renouvelé. Le Printemps des Libertés dans l'éducation doit permettre de faire face à la diversité des situations. Il faut mettre fin à la carte scolaire et au collège unique, ces réponses trop standardisées.

Le rôle des enseignants comme garants de la transmission d'un savoir a été remis en cause, réforme après réforme. Celles-ci sont généralement influencées par la pensée de Pierre Bourdieu, pour qui le savoir ne serait qu'un moyen de sélectionner des « héritiers », et plus généralement par le discours des sociologues de l'éducation au détriment de la recherche dans les sciences cognitives. Or, c'est justement à partir d'un savoir transmis et assimilé que l'élève peut élaborer sa propre pensée et devenir un individu libre. L'enseignant n'est pas un animateur chargé de découvrir le savoir autoproduit par l'élève !

Faute de pouvoir réaliser ce cheminement vertueux de transmission puis d'autonomie, l'école est souvent réduite à délivrer un catéchisme insipide et inefficace sur les sujets à la mode : développement durable, lutte contre les discriminations, bienfaits de la société multiculturelle... Au nom de bons sentiments progressistes, on finit par nier l'esprit critique des élèves, préférant les endoctriner que les éduquer.

Plusieurs voies de réussite doivent être considérées sur le même plan : l'enseignement professionnel et l'enseignement secondaire doivent chacun représenter une voie d'excellence. Il est

temps de reconnaître l'égalité des différentes activités humaines et de mettre un terme à un système d'orientation par l'échec.

L'école n'a pas pour but de gommer les inégalités : elle doit élever le niveau de tous et favoriser la réussite de chacun pour entraîner la réduction des dites inégalités. L'école doit tendre les bonnes perches à tous les élèves, mais elle ne peut pas être tenue pour responsable si certains refusent de réaliser les efforts nécessaires pour les saisir.

Réduire drastiquement et méthodiquement les dépenses de l'Etat

Depuis ses récentes victoires aux élections locales, la droite a un véritable devoir d'exemplarité en matière de gestion. Quelles que soient les contraintes financières, les élus de droite doivent s'interdire d'augmenter les impôts locaux. Quelle crédibilité aurons-nous demain pour réduire la dépense publique nationale si nous ne l'avons pas fait dans les collectivités dont nous avons la responsabilité ?

Que représente le niveau de dépense publique, à 54 % du produit intérieur brut (PIB) ? À de tels sommets, la structure de l'économie se rapproche plus du collectivisme que de l'économie de marché. Il est temps de renverser la célèbre formule de Lionel Jospin : si nous ne souhaitons effectivement pas vivre dans une société de marché, nous aspirons néanmoins à vivre dans une économie de marché.

Il faut que les fonctionnaires travaillent plus, ce qui suppose d'augmenter la durée hebdomadaire du travail (passage de 35 à 40 heures) et de lutter contre l'absentéisme. Il serait souhaitable d'imposer deux journées de carence pour les arrêts maladie dans le public comme dans le privé. De telles mesures – combinées à une réforme audacieuse des missions de l'État, de la sécurité sociale et des collectivités locales – doivent permettre de ne pas remplacer deux fonctionnaires sur trois partant à la retraite.

L'État doit adopter un double principe de subsidiarité, de parcimonie, pour laisser sa place à la société civile : d'une part en restreignant ses domaines d'intervention aux sujets les plus importants et à la correction des déséquilibres les plus flagrants, d'autre part en se concentrant sur la définition des objectifs de politique publique et en laissant à la société civile le soin de trouver la meilleure façon de les accomplir.

Les 130 milliards d'euros d'économies que je propose par rapport à l'évolution tendancielle des dépenses existantes permettent de financer une réduction de 50 milliards d'euros de l'endettement, une baisse de 50 milliards d'euros des impôts et 30 milliards d'euros de dépenses nouvelles dans les secteurs régaliens prioritaires (justice, police, défense, lutte contre le terrorisme).

En finir avec les demi-mesures dans les domaines économique et social

En prétendant défendre les salariés et les consommateurs face aux entreprises, les protéger du capitalisme et du libéralisme, cette politique économique aussi démagogique que désastreuse a généré des millions de chômeurs et d'employés précaires. Opposer capital et travail, avec une lecture marxiste de l'économie, c'est se condamner à l'échec et à la régression.

Je propose un ensemble de réformes radicales, à même de provoquer un choc de confiance pour les entreprises et de relancer l'emploi. Inutile de tourner autour du pot : l'ISF (impôt sur la fortune) qui décourage l'investissement devra être supprimé, le droit du travail devra être principalement défini ni au niveau de l'entreprise, les 35 heures devront être supprimées et le Smic devra cesser d'être réévalué tant que le chômage restera élevé. Je m'engage solennellement sur ces réformes, qui ont été maintes fois annoncées mais jamais mises en œuvre par des responsables de droite. Je le ferai car je suis convaincu qu'il s'agit de l'intérêt supérieur de la France.

Par sa complexité et son uniformité, notre Code du travail paralyse l'activité économique sans apporter ni réelles garanties ni équité aux salariés. Au fil des ans, ce code est devenu un véritable miroir aux alouettes. Peut-on qualifier de « conquêtes sociales » des dispositions uniformes pouvant menacer l'activité d'entreprises en difficulté ? Est-on certain que des règles qui ne protègent que les insiders en laissant à la porte un nombre toujours plus croissant de précaires constituent toujours des « droits » ? Que penser d'un droit social qui empêche l'adaptation de notre économie aux évolutions du monde ? En quoi notre Code est-il encore protecteur à l'heure de l'épuisement au travail, du stress et du burn-out ?

Je suis l'un des seuls, à droite, à remettre en cause le dogme de la progressivité de l'impôt sur le revenu. Je propose d'instaurer une flat tax (impôt proportionnel et universel), un système qui combine la lisibilité, l'efficacité et la justice. Dans le même esprit, je souhaite mettre fin au maquis des aides sociales en les fusionnant dans une prestation unique, qui dépendrait uniquement des revenus. J'estime que la simplicité et la lisibilité de nos systèmes fiscaux et sociaux relèvent d'un impératif démocratique.

Si nous n'agissons pas, c'est tout le système qui est menacé à moyen terme. Les mesures prises dans l'urgence se révèlent toujours brutales et injustes. Il vaut donc mieux réformer de manière préventive et proactive, en respectant les valeurs fondamentales de la protection sociale française, plutôt que d'être contraints de le faire par l'état des finances publiques. Il en va également d'un impératif moral : chaque génération doit être en mesure de subvenir à ses propres dépenses sociales. Les faire financer par les générations suivantes, comme c'est le cas en France depuis quarante ans, est un véritable scandale.

Au sein de la protection sociale, deux grandes catégories de prestations doivent être distinguées. D'un côté les prestations non contributives, comme la famille ou le régime maladie de base. Celles-ci ne sont pas liées au montant de cotisation versé par chaque individu et participent de la solidarité nationale au même titre que les minima sociaux. De l'autre côté figurent les prestations contributives, comme les retraites ou les régimes complémentaires maladie et chômage. Celles-là relèvent d'une logique assurantielle, donc d'un libre choix de chaque individu.

Notre système de retraites est illisible : quarante caisses distinctes, une trentaine de régimes différents, des retraites complémentaires qui sont en fait obligatoires... Il est également injuste : fortes différences entre public et privé, régimes spéciaux disposant de leurs propres règles, difficultés pour le calcul des droits des polypensionnés. Une réforme systémique est devenue une nécessité démocratique et financière. Elle doit conduire à une fusion progressive de l'ensemble des régimes de base, y compris des fonctionnaires et des régimes spéciaux, à travers une conversion des cotisations en points.

Mettre fin à une politique injuste et coûteuse du logement

En France, le secteur du logement est à la fois l'un des plus aidés et des plus taxés. Plus les dépenses augmentent, moins la crise du logement se résorbe. Les pouvoirs publics organisent sans le savoir une pénurie, entretenue par certains acteurs du logement qui en profitent.

Il faut revenir sur cette politique de « Shaddock » qui fait jouer à la puissance publique un rôle beaucoup trop important avec des résultats médiocres. Je propose donc de mettre progressivement fin au système des HLM, notamment en abrogeant la loi SRU qui impose 25 % de logements sociaux dans les zones urbaines. Je suis convaincu que la crise du secteur peut être surmontée en favorisant la vente des logements sociaux à leurs occupants et en libérant l'offre d'habitations privées dans les zones tendues.

La politique du logement social est injuste et inefficace : plus de 70 % de la population est certes éligible, mais les HLM ne logent qu'un quart des ménages modestes (dans les deux premiers quintiles de revenu).

Renforcer la famille, socle de base de la société

Il n'y aurait plus « la » famille, mais seulement « des » familles. Cette lecture n'est qu'une manière de déconstruire progressivement une institution pluriséculaire, avec l'arrogance et la légèreté qui caractérisent une certaine modernité.

Face aux multiples attaques dont elle est l'objet, je propose de refonder notre politique familiale en réhabilitant les idées d'engagement dans la durée et d'intérêt de l'enfant. Une ambition qui passe nécessairement par l'abrogation de la loi Taubira, étendant le mariage aux personnes de même sexe, avec instauration d'un contrat d'union civile, et par le retour au principe fondateur d'universalité des allocations familiales.

Dans son immense majorité, la droite avait promis de revenir sur la loi Taubira ouvrant le mariage aux personnes de même sexe. Notre famille politique doit tenir sa promesse, faute de quoi sa parole serait totalement décrédibilisée. Changer de position sur un sujet aussi important serait le signe d'une légèreté et d'une désinvolture à même de rompre toute forme de confiance avec des pans entiers de la société. Cette loi n'est pas une simple reconnaissance de l'amour entre deux personnes, ou une protection civile de leur patrimoine commun. Elle permet délibérément de priver un enfant d'un père ou d'une mère et de consacrer la logique du « droit à l'enfant ». Il convient donc de l'abroger d'urgence.

Se donner les moyens de restaurer la sécurité des Français

La justice ne doit pas être instrumentalisée par l'idéologie de la justification sociale de la délinquance. Les délinquants sont des personnes dotées de libre arbitre, ce qui leur confère une responsabilité inaliénable. Les peines prononcées ne doivent pas être sans cesse amollies par des considérations sociales à l'égard du délinquant : c'est un manque de respect pour la victime et une négation du principe de responsabilité individuelle.

Remettre en cause nos valeurs et nos principes reviendrait à offrir aux terroristes une victoire idéologique. Jamais je n'aurai la faiblesse de céder un pouce de mes convictions face à ces assassins sans scrupules ni culture. Jamais je ne me laisserai dicter l'agenda politique par des meurtriers qui sont les produits paradoxaux de l'arrogance de la modernité et d'un obscurantisme moyenâgeux. Ces événements tragiques m'ont plus que jamais conforté dans mes convictions. La verticalité du pouvoir n'est plus adaptée à la réalité des menaces et des opportunités du monde moderne. La France doit renouer avec une tradition girondine trop longtemps éclipsée par une logique jacobine partagée par une bonne partie de la droite et de la gauche.

Il est plus que temps de mettre en sourdine ce discours qui fait passer la société française du statut de victime à celui de coupable. Non, ce n'est pas l'islamophobie qui est en cause ici, mais une violente occidentalophobie chez une minorité de musulmans radicalisés. En plus d'être mensongère, la culture de l'excuse et de la victimisation est dangereuse puisqu'elle est reprise par les djihadistes pour endoctriner certains esprits faibles et les faire basculer dans la violence.

Au nom de l'intégration d'un islam pacifique en France, il faut réaffirmer l'adage : « À Rome, vis comme les Romains. » Ou plutôt : « En France, vis comme les Français. » Concrètement, certains comportements assimilables à un islam dur et les revendications communautaires excessives doivent disparaître de l'espace public. Le salafisme n'est rien d'autre qu'une secte contre laquelle les pouvoirs publics doivent lutter.

Les peines planchers pour les récidivistes doivent être réinstaurées et complétées par des peines planchers pour les réitérants (c'est-à-dire les personnes commettant plusieurs délits de

nature différente). Ces dispositifs sont primordiaux pour la crédibilité de la réponse pénale. Il en va de même de la « double peine » pour les étrangers condamnés pour crime. Il n'est pas normal qu'un étranger coupable d'un crime puisse rester en France. Le terme de « double peine » est d'ailleurs inapproprié : s'il y a bien une peine de prison, la résidence sur le sol français d'un étranger n'est pas un droit, quand bien même celui-ci aurait passé plusieurs années de sa vie sur notre territoire. Je propose donc de revenir sur cette suppression, malheureusement décidée par Nicolas Sarkozy, qui n'a fait qu'encourager le sentiment d'impunité.

Maîtriser enfin l'immigration pour permettre une politique d'assimilation

L'immigration non maîtrisée menace la cohésion nationale car elle empêche les nouveaux arrivants de s'assimiler dans la société et la culture française. Par ailleurs, elle n'est justifiée ni sur le plan démographique ni sur le plan économique, surtout dans notre pays qui connaît une fécondité permettant de renouveler les générations.

Proclamer, comme le fait souvent la gauche, que l'immigration serait forcément une chance pour la France, c'est adopter un point de vue qui s'apparente à du racisme inversé. Ce discours laisse entendre que le peuple français serait, par nature, incapable d'assurer le développement et la prospérité de son propre pays.

Les demandeurs d'asile doivent également être munis de bracelets électroniques pour éviter que 99 % des déboutés restent illégalement sur le territoire. Par ailleurs, la régularisation des clandestins après un temps passé sur le territoire alimente les flux et contraint ceux-ci à une vie d'esclave pendant plusieurs années, ce qui est injuste pour ces personnes et coûteux pour le contribuable (AME...).

La réduction de l'appel d'air pour l'immigration illégale passe par la remise en cause du droit du sol, véritable cheval de Troie en la matière. Il est illusoire de croire que ce droit pourrait être réformé à la marge, en supprimant l'acquisition automatique de nationalité dans certains cas seulement.

Simplifier et renforcer l'Europe, en la rendant plus démocratique

Le débat binaire entre souverainisme et fédéralisme n'a guère de sens. D'autant qu'un tel antagonisme se traduit souvent en des termes aussi théoriques que caricaturaux. Au niveau national comme au niveau européen, un seul principe doit être suivi : identifier le meilleur échelon décisionnel pour chaque sujet traité, en privilégiant l'échelon local chaque fois que cela est possible.

Le contexte européen nous offre l'occasion de repenser notre organisation commune. En appuyant certaines aspirations portées par David Cameron et beaucoup d'Européens pour simplifier et démocratiser l'Union, mais aussi en prenant des initiatives communes avec Angela Merkel et d'autres acteurs de l'Union européenne pour renforcer la zone euro.

À plus long terme, je suis favorable à une Europe fonctionnant en trois cercles concentriques. Un premier cercle constitué d'un noyau dur de pays souhaitant aller plus loin dans la convergence et la mise en commun de politiques publiques, dans le respect du principe de subsidiarité. Seul le réveil de la France peut lui permettre de s'y qualifier. Une France plus fière et plus prospère y trouvera aussi son intérêt. Un deuxième cercle qui serait une zone économique fondée sur la coordination et la coopération, avec l'euro comme monnaie. Un troisième cercle, plus large, aurait vocation à demeurer l'espace le plus important de libre échange au monde, régi par l'État de droit.